



MAIDER AROSTEGUY

Tête de liste départementale aux régionales (LR)

Ce lundi, vous avez présenté la liste des Républicains pour les Pyrénées-Atlantiques aux élections régionales. On y voit beaucoup d'élus locaux, en charge de compétences concrètes au sein de leur territoire. Comment avez-vous constitué cette liste et que d'avoir de telles personnalités porte comme message ?

La liste a été constituée avec les membres de la fédération LR 64 et les Centristes, c'est-à-dire la famille politique d'Hervé Morin. Nous avons travaillé tous ensemble avec le président de la fédération, Claude Olive, et le secrétaire départemental. Nous avons travaillé aussi avec les conseillers régionaux sortants. Ce que je voulais, c'était une liste de gens nouveaux, en responsabilités. Je voulais donner la part belle à des femmes qui ont un bilan : qui ont conquis des mairies ou qui ont eu des rôles assez impactants depuis la sortie de la crise. Il se trouve que la sortante Claire Durtaret Bordagaray cohabit toutes les cases : elle est maire d'Uhart-Cize et elle est aussi infirmière en réanimation à l'hôpital de Bayonne. C'est donc une équipe renouvelée, c'est aussi une équipe rajeunie. J'ai voulu donner leur chance à des jeunes. Nous en avons de dix-neuf ans. Et ils ne sont pas là que pour distribuer des tracts ! Ils sont très actifs dans tout ce qui est réflexion programmatique, notamment sur la jeunesse. Je tiens à ce que dans le projet final, nous

ayons un volet très important pour la jeunesse, parce qu'elle a été très impactée par la crise de la Covid. La région a cette responsabilité, à travers les lycées, et la formation professionnelle et l'apprentissage, et aussi via l'économie. La région enseigne et ensuite elle donne du travail. Elle a un rôle extrêmement important pour les jeunes et pas que pour eux. J'ai souhaité aussi quelques figures emblématiques sur la liste, qui ont accepté de manière tout à fait fraternelle de nous aider : Pascal Ondarts pour le territoire Pays Basque et Jean Gouguy pour le Béarn. Il y a des élus de poids aussi qui viennent de villes importantes à la fois du Béarn et du Pays Basque, ainsi que des maires.

Vous avez souligné l'importance de la crise du covid qui a aussi été prise en compte dans la constitution de cette liste. J'imagine que dans votre programme, le fait de redonner un souffle à l'économie régionale pour la sortie de crise est quelque chose de central. Vous avez beaucoup de projets pour relancer l'économie en Nouvelle-Aquitaine ?

L'économie a toujours été l'un de mes sujets préférés. Par mon métier, j'ai toujours été en contact avec les entreprises : leur développement, leur réorganisation... A cela s'ajoute mon appétence pour tout ce qui est transfrontalier, en gardant en ligne de mire le Pays Basque sud avec son organisation, sa performance et son développement. Même si Alain

Rousset se dit être un président de région très axé sur le développement économique, et il l'est, il faut un peu plus muscler la diversité économique. Surtout, pour qu'une entreprise nationale et internationale vienne en Nouvelle-Aquitaine et dans nos régions, il faut qu'elle ait une accessibilité qui soit facile et ça n'est pas forcément le cas dans notre département. Il faut aussi qu'elle soit en capacité de trouver des conditions de développement pour son activité économique, c'est-à-dire de la main d'oeuvre qualifiée et de quoi loger ou accueillir ses cadres. La question du logement porte plus sur le Béarn, mais chez nous en Pays Basque c'est un sujet dont on parle beaucoup la capacité d'accueillir des travailleurs qui ne soient pas forcément des CSP+ est un problème. Ce qui a été fait, en tout cas pour notre département, par la majorité sortante d'Alain Rousset, est incomplet et insuffisant. Je souhaite aller beaucoup plus loin que ce qui a été fait.

La place de l'entreprise est donc importante dans vos réflexions. D'autres candidats que nous avons pu rencontrer, mettaient peut-être plus l'accent sur l'agriculture. Pour vous le tissu industriel est quelque chose à ne pas oublier ? Je place aussi l'agriculture dans le développement économique. Même si c'est un sujet à part, l'agriculture est quand même un moteur de l'économie. Aujourd'hui, on mêle

beaucoup agriculture et innovation, agriculture et recherche. Bien sûr, en ce qui concerne l'agriculture sur le territoire Pays Basque, nous avons pris un temps d'avance et nous n'avons pas eu besoin de la région. Ce sont les habitants du Pays Basque qui ont été à la pointe d'appellation d'origine contrôlée. Nous avons dans notre département, une tradition gastronomique et de production de la matière première de cette gastronomie qui est l'agriculture, déjà extrêmement qualitative. Pour maintenir cette tradition, il faut travailler sur le modèle économique des agriculteurs. Nous souhaitons accompagner les petites structures vers une rentabilité et vers une attractivité. Ce que nous disent les syndicats paysans et les producteurs que nous rencontrons, c'est que le métier attire un peu plus depuis la covid, mais au bout d'un moment c'est un peu comme les start-up les gens lâchent parce que c'est compliqué ou pas assez rentable. Il faut donc accompagner nos agriculteurs dans le développement d'un modèle agricole qui leur permette à la fois de produire de la qualité comme ils savent déjà le faire mais aussi leur permette une rentabilité pour pouvoir vivre correctement de leur production et de leur élevage. Vous avez évoqué précédemment la desserte du territoire. Le transport, notamment ferroviaire, occupe une place importante dans les compétences de la région. Il y a actuellement un débat sur la LGV. Quelle est votre position ? La position de notre liste d'union de la droite et du centre porté par Nicolas Florian est extrêmement claire ; nous sommes favorables à une nouvelle ligne à grande vitesse

jusqu'à Dax, et nous sommes en faveur d'un tronçon Dax-Bayonne sur des voies rénovées. Vous avez aussi un volet sur le TER ? Il s'agit de poursuivre la modernisation des TER qui sont parfois de vieux tortillard. Par rapport à d'autres régions où j'ai pu travailler, nous avons encore des rames de TER qui sont assez lamentables et chères. Surtout, elles doivent être sécurisées. Le volet sécurité en termes de protection, notamment dans les TER, est central. Nous travaillerons sur la protection des TER par de la vidéo-surveillance.



Maidier Arosteguy, tête de liste départementale et Nicolas Florian, tête de liste régionale. © DR

La sécurité est une question qui s'impose dans le quotidien des Français : les agressions, la barbarie qui se développent en France, avec un sentiment d'impunité qui se répand. Même la métropole de Bordeaux n'en est pas exempte. Justement vous mettez très en avant la question de la sécurité et pas seulement dans les trains. Quel rôle peut jouer la région en la matière ? Ce ne sont pas souvent les compétences qui lui sont le plus associées... On voit qu'aujourd'hui, la sécurité

est une question qui s'impose dans le quotidien des Français. C'est une question liée aux éléments que l'on peut voir dans les médias : les agressions, la barbarie qui se développent en France, avec un sentiment d'impunité qui se répand. Même la métropole de Bordeaux n'en est pas exempte et on l'a vu au-travers d'exemples d'actualité qui sont absolument monstrueux comme l'immolation par le feu de cette jeune femme à Mérignac. Aujourd'hui, nos compatriotes nous disent que c'est leur préoccupation avec aussi la sécurité sanitaire. C'est un sujet quasiment quotidien et là-dessus il y a encore beaucoup de travail à faire avec les déserts médicaux, la présence de médecins, par la formation aussi pour pallier les manques de personnels médicaux je le vois bien, je fais partie du conseil de surveillance de l'hôpital de Bayonne. J'assistais hier soir à une visio-conférence avec le professeur Philippe Juvin, qui est LR et maire. Il disait que d'ici 5 à 10 ans, nous allons avoir on commence à le sentir dans certains territoires une pénurie de généralistes. On est sûr de la formation et sur la protection, il faut donc que les régions puissent se renouveler, être créatives et s'adapter aux besoins exprimés par nos concitoyens de protection, de sécurité sanitaire et de sécurité tout court. Justement, la formation, que proposez-vous pour renforcer sa présence en Nouvelle-Aquitaine et au Pays Basque ? Je pense que ça doit être fait en accord avec les acteurs économiques qui sont les utilisateurs de ces futurs salariés. Il faut travailler beaucoup plus en amont avec les entreprises pour voir quels sont leurs besoins, et organiser à 10 ou 20 ans, les filières





d'avenir, de façon à ne pas se retrouver en carence de main-d'œuvre, que ça soit dans le domaine de la santé, de l'industrie... C'est une région où nous sommes encore dans une logique de « guichet » où l'on fait des demandes de subvention. Ce que je veux, c'est une région qui soit dans une logique de projets et d'anticipation. Bien sûr, il y a des réponses qui sont immédiates. Mais pour tout ce qui touche à la formation et à comment apporter demain aux entreprises la main-d'œuvre dont elles ont besoin, le travail doit être fait avec les chambres consulaires, les CCI, les syndicats patronaux et sur une anticipation à 10 ou 15 ans. Un élément majeur dans la campagne de cette élection concerne la solidarité et la disparité entre les territoires de la région. Le Pays Basque est plutôt favorisé mais ça n'est pas forcément le cas de la Nouvelle-Aquitaine. Que proposez-vous pour éviter dans une aussi grande région que tout soit trop concentré sur certains territoires ?

Une des grandes idées que nous portons avec Nicolas Florian, c'est la proximité. C'est un concept qui est peut-être galvaudé mais ce que l'on reproche à la région Nouvelle-Aquitaine et on a raison de le lui reprocher c'est qu'elle soit très loin de ses habitants. Tout est centralisé à Bordeaux. Les vice-présidents sont par thème et sont très éloignés des territoires. Nous avons un responsable des lycées, un responsable des aéroports qui va s'occuper de tous les lycées, de tous les aéroports. C'est très bien mais nous souhaitons un vice-président par département qui soit beaucoup plus proche du territoire, avec des « maisons du

département ». Et nous voulons que chaque élu qui soit au plus près des territoires, puisse porter ces projets auprès de l'hôtel de région à Bordeaux. Il faut pouvoir se rapprocher des besoins comme savent le faire les maires. Il faut que la région évolue vers une proximité envers ses citoyens. Aujourd'hui, il y a un travail gigantesque à faire. Les conseils régionaux ont des compétences et une charge de travail importantes mais ils sont très méconnus de la population parce qu'ils en sont très loin, et aussi souvent très loin des élus qui peuvent avoir des besoins à leur faire remonter. Cette solution de vice-présidents par département, c'est la principale piste de travail pour rapprocher les processus de décision des territoires concernés ? Cette décentralisation passe par le travail des élus qui doivent être des élus beaucoup plus actifs vis-à-vis des territoires. C'est pour cela que nous avons « maillé » l'ensemble du Pays Basque et du Béarn avec notre équipe de façon à ce que si les citoyens nous font confiance quand nous serons aux affaires, nous ayons des élus ancrés soit par leur métier, soit par leur mandat, et qui connaissent donc bien leur territoire. Pour moi, il n'y a pas 36 solutions : c'est être proche, sur le terrain, ancré, avoir une expérience... Et bien sûr il y a tout ce qui peut être instances participatives comme on peut le faire dans une mairie avec le conseil consultatif de la vie locale ou les conseils de quartier. Il faut mettre au point des instances qui permettent, une à deux fois par an, de rendre compte de ce que fait la région et de faire participer le citoyen aux décisions qui le concernent. Cela peut se faire par thème. Cela permet d'être beaucoup plus proche des

utilisateurs des compétences de la région.

Cette expérience de maire peut apporter une nouvelle façon de penser et de changer la politique régionale ?

Je me suis construite en politique, d'abord sur ma vie professionnelle. Elle m'a aidée à comprendre le fonctionnement des entreprises et des infrastructures économiques. Ensuite, j'ai été conseillère départementale, le département est un territoire que je connais plutôt bien pour y avoir oeuvré pendant six ans. La campagne des municipales et l'expérience d'un début de mandat dans une période qui demande de se réinventer au quotidien et de prendre des décisions qui ne seraient pas forcément celles que l'on aurait prises en période normale, forcent à penser différemment et font de vous une personne plus aguerrie et plus à même de faire les choses dans une collectivité qui est assez récente mais qui est assez poussive. Elle est même assez poussiéreuse même si la Nouvelle-Aquitaine est récente. Les sondages ne vous placent pas forcément en tête au soir du premier tour. Est-ce que cela vous donne davantage de motivation pour faire campagne ? Et est-ce que ça vous oblige à penser à être rassembleurs et à discuter avec d'autres listes ? Comment abordez-vous cette position de challenger ?

Je vois deux choses. D'abord, je vois que l'on cherche à installer dans les médias, un duel pour 2022 entre le Rassemblement national et La République en marche. On voit que beaucoup de choses sont faites pour installer ce match. On a voulu écraser la gauche et le Parti socialiste. Aujourd'hui, on veut écraser la droite et Les Républicains. Mais quand on regarde les chiffres, on voit que les LR ont gagné toutes



les élections récentes locales et que La République en marche s'est pris une grande gifle avec 2 % des élus locaux aux dernières municipales. Je ne crois pas aux sondages et j'ai bien fait de ne pas y croire. Je n'étais pas forcément la favorite, ni la gagnante quand je suis partie aux municipales à Biarritz. Et entre les deux tours, même si je suis arrivée en tête, on m'a dit : « De toute façon, si tu ne fais pas alliance, tu ne pourras pas gagner, c'est mathématique. » Je n'ai pas écouté et j'ai fait ce qui me semblait être le mieux. Je suis restée droite dans mes bottes. Je n'ai pas changé ma liste. Nicolas Florian avait des sondages extraordinaires qui lui donnaient 10 points d'avance. Il s'est pris une gamelle. Les sondages sont un indicateur qui nous pousse à nous battre, mais je fais extrêmement attention parce que ces élections seront vues sous le prisme national et aujourd'hui, ce que l'on cherche à installer c'est faire disparaître la droite républicaine au profit du Rassemblement national et La République en marche. Entre le covid et le peu de temps qui reste avant le scrutin, il vous reste une marge confortable pour faire campagne ?

On sait que ce sera difficile pour tout le monde. La proximité est indispensable dans une campagne. Les réunions publiques vont être compliquées. Il va y avoir des « jauges covid ». On sait aussi qu'il va y avoir un taux d'abstention qui va être très important. Mais cela va passer par tous les moyens : distribution dans les boîtes, tractage, lives sur les réseaux sociaux... Nous allons essayer de convaincre. Je ne pense pas que nous sommes dans un espace coincé entre le Rassemblement national et La République en marche. Aujourd'hui la droite républicaine est la famille

politique qui a le plus de personnalités compétentes et expérimentées. C'est la droite qui dirige le plus de régions en France à l'heure actuelle. Je crois à ce sursaut de la droite. On voit qu'en Europe aujourd'hui, il y a un appétit de droite. Simplement, on agite aujourd'hui le chiffon de la peur et quand on a peur, on se réfugie dans les extrêmes. Je ne me résous pas à avoir un combat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Les Républicains est l'une des familles les plus riches en termes d'idées, de projets et d'hommes et de femmes. Pour vous, cette élection est aussi l'occasion de mettre en avant vos valeurs et d'éviter tout compromis ou toute compromission ? Il n'y aura pas de compromis, ni de compromission, que ça soit bien clair.



Maider Arosteguy et les membres de sa liste départementale. © DR

Je crois à ce sursaut de la droite. On voit qu'en Europe aujourd'hui, il y a un appétit de droite. ■

